

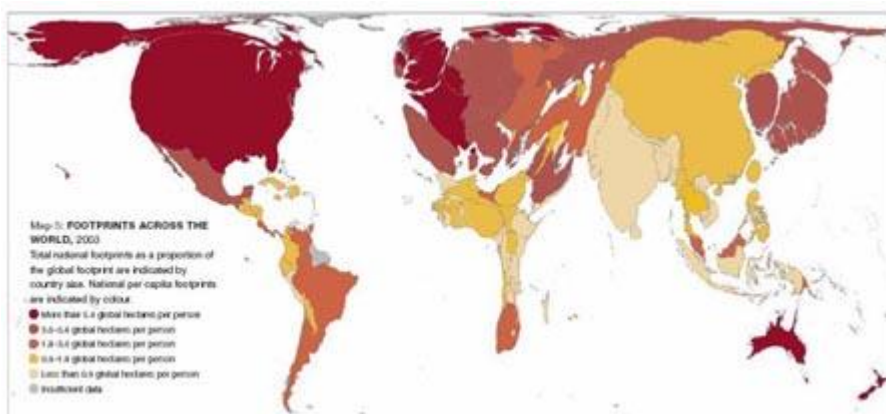
Gilles Fumey
5 novembre 2006

De la géographie dans la campagne électorale présidentielle

Bien sûr, il y a de la géographie partout, comme aime à le rappeler [Cassandre](#) sur ce site, mais dans la campagne présidentielle française, elle s'incrute, elle se faufile dans les problèmes que le prochain élu de l'Elysée devra traiter. C'est le monde qui s'invite au débat (Michel Rocard, dans une interview récente (1)). Comment les questions traitées par les géographes sont-elles débattues par des candidats ? Et comment faudrait-il qu'elles le soient ?

Comment le réchauffement climatique concerne la France

La prise de conscience du réchauffement climatique est désormais acquise, à quelques exceptions près. Le changement va être profond. La facture à payer sera lourde pour la planète : le rapport Stern, du nom d'un économiste à Oxford, donne raison à tous ceux qui étaient accusés de catastrophisme. Ce très sérieux professeur parle d'une perte annuelle de 5% de PIB mondial et même, si cela tourne mal, à une perte de 20%, soit en gros le prix de la crise de 1929 et des deux dernières guerres mondiales ! D'ici là, les ouragans et les typhons vont se multiplier, la désertification s'aggraver dans les régions déjà concernées, les eaux monter... (à lire : [Al Gore, professeur de géographie](#)). Comment traiter cette question alors que le principal pollueur étatsunien demeure irresponsable et que le Canada menace de s'aligner sur son voisin ? M. Rocard plaide non pas pour un partage de responsabilité mais une « compensation d'irresponsabilité ».



L'empreinte écologique des pays du monde (Source : WWF (parue dans Le Monde du 24 octobre 2006))

La carte géographique est déformée en anamorphose pour représenter l'empreinte écologique des pays. La taille de chaque nation est ainsi proportionnelle à son empreinte écologique. Les couleurs, quant à elles, indiquent l'empreinte écologique des citoyens des différents pays. Cette empreinte individuelle est mesurée par le nombre d'hectares nécessaires pour assurer le niveau de consommation de chacun.

Éviter la contagion du conflit israélo-palestinien en France

Jusqu'à ces dernières années, la guerre israélo-palestinienne est restée un conflit relativement localisé. Pourtant, l'effondrement de l'Irak, une diplomatie iranienne pour le moins déroutante (voir ci-après l'entretien avec le géographe B. Hourcade), le terrorisme se mêlent parfois au conflit du Proche-Orient. « L'urgence de déminer le conflit israélo-palestinien n'a jamais été aussi grande parce que l'alternative, c'est la guerre de tous les chrétiens contre tous les musulmans, alors que le terrorisme n'est aujourd'hui le fait que d'une toute petite minorité de musulmans. En France, le conflit israélo-palestinien n'a pas encore tout enflammé. Mais il nous reste peut de temps » prévient l'ancien premier ministre. La politique de la force n'a jamais rien résolu sur le fond si elle a réglé des problèmes ponctuels.

La Chine et l'Inde en France

L'essentiel de la menace sur les emplois et les délocalisations vient de la Chine et de l'Inde. Autrement dit, tout se décide à l'échelle internationale, pour ce qui touche au partage des marchés. Mais il faut « donner un sens politique aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Les Chinois sont plus réalistes qu'on ne le pense. Mais aussi longtemps qu'il n'y a rien en face qui leur résiste, ils foncent ! C'est compréhensible ». Comment répondre, si ce n'est reprendre le lien entre la recherche, l'université et l'industrie qui est souvent coupé. François Lenglet (*Enjeux Les Echos*, nov. 2006) pose une question autrement plus provocante : « A quand une mission du FMI dirigée par des économistes chinois qui viendront imposer à une France surendettée le licenciement de ses fonctionnaires » ?

L'insécurité énergétique s'accroît, y compris en France

Le festival de géographie de Saint-Dié 2007 sera consacré à « la planète en mal d'énergies ». Des réflexions qui mettront la géographie au centre de cette faim planétaire. Selon l'ancien premier ministre, les économies d'énergie, la promotion des énergies moins polluantes », c'est bien. « Mais aussi le débat sur le nucléaire qu'il faut « assainir ». « L'enfouissement des déchets, ça marche ! Leur destruction serait aussi une piste à suivre en encourageant la recherche. On peut les chauffer à des températures solaires ou bien les bombarder de neutrons rapides. Cela permet de casser la matière, de la rendre stérile ». Quant à la gestion des ressources et des réserves énergétiques, les données changent fréquemment mais l'insécurité s'accroît (à lire : [Enjeux de la géopolitique du pétrole](#)).

C'est ainsi donc que la géographie mondiale s'invite au débat français. Car nous aurons à régler des questions très difficiles dans quelques années : « personne ne sait répondre à cette question fondamentale et terrible sur un plan éthique, remarque Anne Bauer, journaliste aux *Échos* : en cas de montée des océans, combien coûte un réfugié climatique du Bangladesh par rapport à un réfugié de Miami et, en cas de sécheresse, comment indemniser un champ du Mali par rapport à un champ du Sud-Ouest de la France » ? Ce sont ces questions-là, surgies de l'extérieur, qui sont déjà posées à nos candidats. Et qui sont aussi des questions qui sollicitent les géographes pour des lectures du monde. C'est dans cet esprit que nous publions cet interview de B. Hourcade, géographe bien connu, sur l'Iran et la crise avec l'Occident. Parce que cela nous concerne comme nos futurs dirigeants qui auront à traiter cette crise.

Gilles Fumey

(1)*La Croix*, 3 novembre 2006

Document

Bernard Hourcade : La crise avec l'Iran peut être salutaire

Source : L'Expansion, 28 juin 2006 (<http://www.lexpansion.com/art/134.0...>)

Avec l'aimable autorisation de M. Bernard Hourcade et de L'Expansion.

Le géographe Bernard Hourcade a vécu aux premières loges la révolution khomeyniste de 1979. Il dirigeait alors l'Institut français de Téhéran et n'a guère cessé, depuis, d'arpenter l'Iran, dont il est l'un des meilleurs connaisseurs. Avant de condamner, ce directeur de recherche au CNRS essaie de comprendre un pays dont les dérives, flirtant avec le terrorisme et l'islamisme le plus radical, continuent d'intriguer.

L'Occident a été surpris par l'agressivité du président Ahmadinejad, élu en août 2005. Pourquoi cette radicalisation après les années « réformatrices » du président Khatami ?

La radicalité, nous la percevons à cause de ses appels à la destruction d'Israël ou de la négation de l'holocauste. Mais la majorité des Iraniens ne s'intéresse guère à Israël ni même aux Palestiniens - c'est loin. Quant aux discours antisémites, ils sont odieux, mais ils font partie d'une vulgate qui ne choque pas la majorité de ses concitoyens, en dehors des 20 % d'Iraniens démocrates.

Ahmadinejad a des méthodes qui peuvent conduire du populisme au fascisme. Mais ce n'est pas inéluctable. Car les dirigeants iraniens savent que leur pouvoir repose sur ce que j'appelle les trois « i » - pour Iran, c'est-à-dire le nationalisme, pour islam et pour international. La réalité iranienne ne se réduit pas à l'opposition tradition-modernité. Prenez l'islam : l'Iran dispose du clergé le plus moderne du monde, car les mollahs iraniens ont géré le pays pendant vingt-cinq ans, et c'est pour cela que des religieux sont capables de négocier sur le nucléaire. De même, le pôle « nationalisme » a plusieurs facettes : réactionnaire, enfermant le pays dans une radicalité suicidaire, mais aussi dynamique.

Pourquoi les « démocrates » qui soutenaient Khatami ont-ils perdu ?

Les réformateurs étaient démoralisés par les impasses auxquelles avait abouti la présidence Khatami. La majorité des gens se sent victime d'une grande injustice : ils voient que le pays a beaucoup de potentiel et que rien n'est venu. Ils aspiraient aussi à des relations plus normales avec le reste du monde, en particulier avec les Etats-Unis. La déception a été à la mesure des espoirs que Khatami avait suscités. Ahmadinejad représentait quelque chose de nouveau et aussi plus de justice sociale face aux mollahs enrichis et affairistes comme Rafsandjani. Une forte majorité a voté pour ce jeune ingénieur qui n'avait pas volé dans la caisse.

Mais ils avaient aussi voté pour une normalisation des relations internationales. On en est bien loin !

Il est vrai qu'Ahmadinejad crée un climat bien peu favorable. Mais les gens espèrent toujours. Le nouveau président assure qu'il souhaite l'ouverture, mais « à ses conditions », sur la base d'un rapport de forces : vous n'avez pas voulu négocier sérieusement quand nous étions gentils, dit-il aux Occidentaux, eh bien, vous le ferez parce que vous nous craignez. L'Iran veut avant tout être pris au sérieux. C'est parfois inquiétant, mais pour l'instant, il faut bien constater que les Etats-Unis, par exemple, ont autorisé leur ambassadeur à Bagdad à rencontrer les Iraniens pour parler des affaires irakiennes. La radicalité n'a donc pas empêché les contacts.

A l'intérieur de l'Iran, Ahmadinejad resserre aussi la vis.

Les rappels à l'ordre sur le respect du port du hidjab par les femmes ne sont pas nouveaux. C'est comme ça chaque année au printemps. Cela n'empêche pas qu'il y ait 60 % de femmes à l'université et qu'elles prennent un pouvoir de plus en plus grand dans la société.

Il est vrai qu'on craint une reprise en main morale du pays. Ahmadinejad a changé tous les cadres et a mis en place ses hommes, souvent issus des services de renseignements. Mais ce même président vient d'autoriser les femmes à aller aux matchs de foot. Et, concernant le port du hidjab, la police de Téhéran a refusé de s'en occuper cette année, dans la mesure où l'ordre public n'est pas enfreint.

En revanche, la pression sur les intellectuels et les journalistes est devenue beaucoup plus lourde. On peut craindre une répression contre l'intelligentsia. La machine répressive est prête.

A quoi doit-on s'attendre dans la crise du nucléaire ?

La crise du nucléaire est très grave et peut dégénérer, mais elle peut aussi être salutaire, car elle peut convaincre les Etats-Unis et l'Iran de nouer un dialogue direct. Toutes les tendances politiques en Iran considèrent en effet que les Etats-Unis détiennent la clef de tout : démocratie, liberté des femmes, progrès économique, indépendance. Paradoxalement, au-delà des discours incendiaires, il n'y a peut-être jamais eu autant de possibilités de normalisation.

Ne sous-estimez-vous pas le durcissement et le retour de la virulence islamiste ?

Non, je vois bien cette dimension. Mais il faut comprendre que la République islamique revendique que les Etats-Unis reconnaissent l'Iran non seulement comme une grande nation et comme un acteur économique, mais aussi comme un pays islamique, y compris avec son idéologie révolutionnaire. Washington avait normalisé ses relations avec l'Union soviétique ou la Chine, qui n'en étaient pas moins restées communistes.

Que peut-on dire des nouvelles élites ?

L'essentiel des 30-40 ans ont fait leurs études en Iran. Souvent, ce sont de bons scientifiques, mais ils n'ont aucune expérience internationale. Ils ne savent pas comment ça marche à l'étranger. Ils ont très peu de contacts concrets avec la communauté internationale. Le plus souvent, un jeune ingénieur n'a jamais rencontré un seul étranger. Ahmadinejad n'est jamais sorti d'Iran, sa seule culture internationale, c'est celle du combat contre l'Occident. Il a lu des livres scientifiques, il est spécialiste des transports, mais il n'a jamais vu comment fonctionne le métro de New York ou celui de Paris.

Cette méconnaissance nourrit la peur de l'étranger et rend la communication difficile. D'autant que l'actuel gouvernement a limogé quelque soixante ambassadeurs et la plupart des cadres supérieurs qui avaient fini par connaître le monde actuel. Les nouveaux venus, plus jeunes, ne sont souvent jamais sortis d'Iran. Une nouvelle élite « révolutionnaire » se met en place dans un pays qui ne l'est plus. Mais cette élite est minoritaire et contestée, y compris dans le camp conservateur.

Au sein même des anciens gardiens de la révolution, qui ont pris le pouvoir dont ils avaient été écartés par les mollahs pendant vingt ans, il y a un conflit à peine feutré. Ils ne forment pas un corps homogène. On y trouve aussi bien des courants islamistes fanatiques que des technocrates, des nationalistes - de droite et de gauche - et même des démocrates. Il y a encore de grandes différences entre ceux qui sont allés au front et les pasdarans « de l'intérieur », comme le président de la République, chargés de la répression politique, et qui ont fait carrière dans les ministères de l'Intérieur et du Renseignement.

Quelle est la situation de l'économie ?

Son plus gros problème, c'est l'absence d'investissements étrangers, notamment pour le pétrole et le gaz. Le pays a pris beaucoup de retard du fait de l'embargo américain, mais aussi de l'« auto-embargo » que le gouvernement islamique s'inflige par son attitude peu favorable aux entreprises étrangères. Plusieurs dizaines de milliards de dollars par an d'investissements étrangers seraient nécessaires pour reconstruire le pays et pour satisfaire les attentes d'une population de près de 70 millions d'habitants. Or l'avenir pourrait être handicapé par le manque d'investissements pétroliers : on a cessé de réinjecter du gaz dans les puits de pétrole pour les maintenir sous pression, et leur production décline. Pour la première fois, le plan prévoit une production en baisse.

Dans ce pays où 80 % des entreprises appartiennent à l'Etat, on a perdu la vraie culture du bazar sans vraiment construire une culture d'entreprise. Les sociétés étrangères ne sont ni encouragées ni rassurées par les tergiversations des gouvernements et par les rivalités, mais la stratégie d'ouverture n'est pas remise en cause. On l'a vu ces derniers temps avec Renault, qui a dû subir d'innombrables tracasseries alors que ce constructeur est à l'origine du plus grand investissement étranger direct en Iran depuis la révolution.

Quelle est la situation sociale ?

Il y a un mal-être gigantesque. Les gens sont conscients à la fois de la richesse potentielle du pays et de sa pauvreté, du chômage et des inégalités. Officiellement, il n'y a que 10 % de chômage, mais ces chiffres n'ont guère de sens. Et beaucoup doivent occuper deux, parfois trois emplois. C'est un drame social pour la classe moyenne, une situation qui déstructure les rapports familiaux et qui finalement accable la société. Et ces salariés qui souffrent ne sont plus des illettrés, comme il y a vingt ans. C'est donc très explosif.

Mais, pour l'instant, grâce à l'argent du pétrole, le régime achète une certaine tranquillité. C'est une économie populiste, le gouvernement injectant de l'argent pour faire baisser les prix, ce qui calme les velléités d'insurrection sociale.

Les Etats-Unis peuvent-ils exporter la démocratie en Iran ?

George Bush se trompe. Certes, les Iraniens sont culturellement proaméricains - c'est une exception dans la région -, et ils souhaitent une normalisation, mais ils ne sont pas du tout prêts à accepter un pouvoir politique « américain », dans la main de Washington. Une attaque militaire contre l'Iran ou une tentative de déstabilisation « démocratique » venant de l'extérieur auraient pour effet de renforcer durablement le nationalisme et le despotisme.

Il serait, en revanche, possible de contribuer à un changement durable en Iran en « bombardant » le pays avec des investissements et en organisant de vraies relations

internationales. Les trois composantes de l'identité iranienne actuelle - nationaliste, islamique et internationale - pourraient alors trouver leur équilibre. L'Iran n'est pas la Corée du Nord. La dynamique interne montre que la démocratie y est en germe et qu'elle n'a pas besoin d'être importée.

La crise du nucléaire a montré que l'Europe pouvait trouver les voies du dialogue. Mais une solution durable passe par des contacts directs entre Washington et Téhéran. Les invectives et les menaces réciproques ne facilitent pas l'ouverture. Des deux côtés, des voix se font entendre pour dire que vingt-six ans de conflits sans issue autre qu'une menace nucléaire, c'est un échec, et que d'autres voies sont possibles.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net